

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS RG 43

Le Fieu
43190 TENCE

Références : UID4243-DSSP-022-0329

Code AIOT : 0003203168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement SAS RG 43 implanté Le Fieu 43190 TENCE. L'inspection a été annoncée le 26/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un dépôt de plainte pour bruit et odeurs de plastiques fondus.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS RG 43
- Le Fieu 43190 TENCE
- Code AIOT : 0003203168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société RG43 est spécialisée dans le recyclage des matières plastiques. Courant 2021, elle a présenté un dossier d'autorisation environnementale qui a fait l'objet d'une enquête publique dans le cadre de la création de 2 nouvelles lignes de fabrication par rapport à celles existantes sur le site. Ce dossier a abouti à la délivrance d'une autorisation préfectorale d'exploiter le 23 novembre 2021. Celle-ci reste néanmoins subordonnée à la production d'études (sonore et composés gazeux émis) notamment à la suite de la mise en place des nouvelles lignes de production.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. **Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;**
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection du cadre de vie : Nuisance sonore	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4	/	Sans objet
2	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de prouver notamment la conformité sonore de l'installation, seules des mesures sonores sont de nature à lever toute ambiguïté sur la bonne application de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

2-4) Fiches de constats

<p>N° 1 : Protection du cadre de vie : Nuisance sonore</p> <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bruit</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 4.1.1 Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <p>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) : 70 dB</p> <p>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) : 60 dB</p> <p>Art 4.2 Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.</p> <p>Le rapport réalisé 6 mois après l'installation des nouvelles lignes sera transmis à l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'Agence Régionale de Santé.</p> <p>Art 4.3.1 Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>(voir tableau dans la version papier de l'arrêté préfectoral)</p>
<p>Constats : Le jour de la visite, une seule des 2 nouvelles lignes de lavage était en exploitation. Des difficultés d'approvisionnement sont rencontrées auprès du fournisseur concernant l'installation de la 2ème nouvelle ligne. L'étude sonore telle que prescrite à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2021 n'a ainsi pas été réalisée car elle ne serait pas représentative des conditions réelles d'exploitation de l'entreprise (condition moins contraignante puisqu'une seule ligne de lavage fonctionne actuellement). La deuxième nouvelle ligne de lavage rentrerait en service en juillet 2023 si tout se passe bien au niveau du fournisseur.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il était en phase de formation de son personnel et de rodage des machines, notamment durant la période du mois de juillet 2022. Des alarmes sonores peuvent ainsi se produire en cours de process conduisant à une intervention humaine pour les lever. Le fonctionnement du site étant en 7 jours sur 7 et 24h/24, la levée d'alarme doit s'opérer rapidement (temps d'intervention de l'opérateur). Les machines de la ligne de lavage fonctionnent en continu et ne sont pas interrompues hors période de maintenance ou incident de fonctionnement. La formation du personnel devrait être achevée courant du mois d'octobre 2022.</p> <p>Contextuellement, la société RG43 fait l'objet d'une plainte de voisinage pour nuisance sonore. Il convient ainsi de lever toute ambiguïté sur le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploiter.</p> <p>Techniquement, l'exploitant a déjà mis en place des dispositifs techniques pour limiter le bruit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bardage double peau (coté sud et des habitations) au lieu d'un bardage simple peau comme prévu dans l'étude des dangers du site; -déplacement de bennes et des refroidisseurs à l'opposé de l'habitation coté sud; - demande de devis pour réaliser une haie de végétation, la mise en oeuvre de la nouvelle haie se heurte au problème de sécheresse. <p>Actions attendues de la part de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire réaliser sous 1 mois des mesures sonores par un cabinet d'étude spécialisé (a minima sur 24 heures consécutives sur une période normale d'activité), dans l'hypothèse où ces mesures ne seraient pas conformes aux valeurs de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, il conviendra de faire part à l'administration d'actions correctives ; - préciser comment les mesures prévues dans l'étude d'impact de mars 2021 (§7.9.3) sont/ou seront en vigueur (pour la 1ère et la 2ème nouvelle ligne) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les déchiqueteurs sont placés à un niveau inférieur par rapport à l'atelier d'extrusion et aux habitations situées au sud du projet, ➤ Les déchiqueteurs sont équipés d'une cabine d'insonorisation, ➤ Le tapis de sortie de ligne est associé à un tunnel antibruit, ➤ Les machines sont équipées de systèmes antivibratoires de type Silentbloc.

- préciser les modalités d'ouvertures des portes d'accès au bâtiment des nouvelles lignes de lavage et si possibilité de les mettre en position fermée plus régulièrement (recours à un système de porte automatique ?).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, qualité de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2.2 Six mois après la signature du présent arrêté et après mise en route des nouvelles lignes de production, l'exploitant devra produire une étude sur les émissions dans l'environnement des ateliers prenant en compte notamment les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hydrocarbures aliphatiques saturés et insaturés légers (méthane, éthylène...) • Cétones (acétone, méthyléthylcétone...) • Aldéhydes (formaldéhyde, acétaldéhyde, acroléine...) • Acides gras volatils <p>Les valeurs toxicologiques de référence (VTR) pour la population générale devront en particulier être précisées et les mesures réalisées comparées à ces valeurs.</p> <p>Cette étude devra respecter les modalités définies dans la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation éditée par le Ministère chargé de l'environnement.</p> <p>2.4. Valeurs limites d'émission</p> <p>A titre transitoire et dans l'attente de l'étude prescrite à l'article 2.2 du présent arrêté préfectoral, les effluents gazeux respectent les valeurs limites mentionnées dans l'arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Constats : Bien que la 2ème nouvelle ligne ne soit pas en exploitation, des odeurs de plastiques fondus sont ressenties dans le voisinage. Selon l'exploitant, des brulages de matières plastiques ont eu lieu dans le voisinage du site de RG43 mais sans aucun lien avec sa société.</p> <p>Durant la période transitoire, l'exploitant doit respecter les prescriptions de l'article 2.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Action attendue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire réaliser sous un mois des mesures des effluents gazeux présents dans les ateliers pour attester du respect des prescriptions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements dans les eaux souterraines sont autorisés dans la limite de 5 040 m ³ /an. Le forage prévu pour utiliser les eaux souterraines comme eau d'appoint des installations de lavage projetées aura une profondeur de 80 mètres. Les eaux prélevées viendront en complément des eaux de pluie récupérées, et uniquement si besoin. En période d'étiage (août à septembre), le débit de prélèvement sera fixé à 20% du débit d'étiage (4,6 m ³ /j). Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel ne devra pas dépasser 3 l/s/ha (pluie d'occurrence décennale selon le SDAGE Loire Bretagne) La quantité d'eau prélevé sur le réseau d'eau potable sera donc comprise entre 0 et 10 m ³ /j en moyenne selon les périodes de l'année.
Constats : L'exploitant précisera sous 1 mois à l'inspection des installations classées si un volumètre a été installé ainsi que les volumes d'eaux journaliers prélevés dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet